ARR DICT 2024-683 DEPARTEMENT VAUCLUSE CANTON L'ISLE SUR LA SORGUE COMMUNE L'ISLE SUR LA SORGUE

PG/LG//PP/CJ/AP/RV Direction des services Techniques Secteur Gestion du Domaine Public

REPUBLI	QUE FRA	Envoyé en préfecture le 15/11/2024		
Liberté -	Egalité - F	Reçu en préfecture le 15/11/2024	Berger Levfault	
		ID: 084-218400547-20241112-ARRDICT2024683-AR		

Mis en ligne 18 novembre 2024

ARRETE DU MAIRE

OBJET:

OCCUPATION DU DOMAINE PUBLIC par une nacelle avec UNE CIRCULATION TEMPORAIREMENT ALTERNEE PAR DEMI-CHAUSSEE LIMITEE A 30 KM/H ET CONTROLEE PAR FEUX TRICOLORES OU PIQUETS K10 sis à L'ISLE SUR LA SORGUE aux lieux-dits : route de la Roque sur Pernes, chemin de la Traverse, chemin de Mangepan, cours Anatole France et avenue de la Libération pour des travaux de tirage de câble en aérien et souterrain avec ouverture de chambre télécom.

Du jeudi 21 novembre 2024 au vendredi 29 novembre 2024 de 08h00 à

18h00.

Le Maire de l'ISLE SUR LA SORGUE,

VU Le code général des collectivités territoriales et ses articles L2211-1, L2212-1, L2212-2,

L2212-4, L2213-1, -2, -4, -5, -6,

Le code de la route, et le Décret n° 92-1227 du 23 novembre 1992 modifiant certaines VU

des dispositions du dit code,

VU Les articles L 113-3, L 141-10 du code de la Voirie routière,

VU La demande formulée par l'entreprise CIRCET ZA Saint Louis allée de la Sarriette

84250 Le Thor en date 07 novembre 2024, instruite par le secteur Gestion du Domaine

Public de la Direction des Services Techniques,

VU L'arrêté n° DJCP 2010-043 du 9 juillet 2010 parvenu en préfecture le 22 juillet 2010

portant réglementation de voirie relative à l'occupation du domaine public dans le cadre

de l'exécution de travaux de voirie et de réseaux divers sur les voies publiques,

L'arrêté DAJ 2024-287 du 09 août 2024 visé en Préfecture le 12 août 2024 portant VU

délégation de fonctions et de signature à Monsieur Ludovic GERMAIN, 7ème Adjoint

au Maire,

CONSIDERANT

L'avis favorable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle, VU

VU L'avis favorable du Service Juridique

Qu'il convient d'instaurer une occupation du domaine public par une nacelle avec une circulation temporairement alternée par demi-chaussée limitée à 30 km/h et contrôlée par feux tricolores ou piquets K10 aux lieux-dits cités en objet afin de permettre le déroulement des travaux dans toutes les conditions de sécurité et de commodité pour les

riverains, les usagers du domaine public et les intervenants du chantier.

ARRETE

ARTICLE 1

Du jeudi 21 novembre 2024 au vendredi 29 novembre publicate de 08h00 à 18h0 travaux, une occupation du domaine public par UD 084-218400547-20241112-ARRDICT2024683-AR

Envoyé en préfecture le 15/11/2024 Recu en préfecture le 15/11/2024

temporairement alternée par demi-chaussée limitée à 30 km/h et contrôlée par feux tricolores ou piquets K10 sera autorisée aux lieux-dits cités en objet pour permettre à l'entreprise CIRCET de procéder à des travaux de tirage de câble en aérien et souterrain

avec ouverture de chambre télécom.

ARTICLE 2

Prescriptions spéciales :

Le présent arrêté devra être affiché.

La signalisation sera établie sur la base des schémas CF23, CF24, et de la fiche n°4, du manuel du chef de chantier- routes bidirectionnelles.

ATTENTION: Pas de travaux le jeudi, jour de marché, pour le cours Anatole

France et l'avenue de la Libération.

Un passage sécurisé sera mis en place pour les piétons.

La zone des travaux devra être sécurisée.

Les abords du chantier devront être nettoyés à chaque départ de l'entreprise.

<u>ATTENTION</u>: L'entreprise sera chargée de prévenir les riverains.

La chaussée devra être rendue à l'identique.

ARTICLE 3

Les pré-signalisations et signalisations routières conformes à la réglementation en vigueur seront mises en place par l'entreprise CIRCET qui sera responsable de leur maintien et de leur suffisance.

La responsabilité de l'entreprise CIRCET sera engagée en cas de non-respect ou par les modifications qu'elle apportera au présent arrêté.

ARTICLE 4

La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de la huitième partie de l'instruction interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place et entretenue par l'entreprise chargée des travaux.

La personne chargée de la maintenance de la signalisation 24h/24h pendant toute la durée du chantier est Monsieur NEVES Olavo Tél: 06.18.83.94.04.

ARTICLE 5

Le demandeur devra faciliter le passage des véhicules de Secours, Corps Médicaux, Service des Eaux, EDF-GDF, de Police et de Gendarmerie.

ARTICLE 6

Les droits des tiers sont et demeurent préservés.

ARTICLE 7

Les accès aux propriétés seront préservés.

ARTICLE 8

Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par Procès Verbaux et transmises aux tribunaux compétents.

La responsabilité des automobilistes sera engagée dans le cas où les accidents viendraient à se produire par la suite de non observation du présent arrêté.

ARTICLE 9

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à la Préfecture pour contrôle de la légalité, une copie de l'arrêté sera notifiée à l'intéressé, à la Gendarmerie, à la Police Municipale, au Centre de Secours, aux Services Techniques Municipaux. Une copie de l'arrêté sera affichée en Mairie.

ARTICLE 10

Monsieur l'Adjoint au Maire,

Monsieur le Commandant de la Brigade Territoriale de Gendarmerie, Madame la Responsable du service Prévention et Sécurité Opérationnelle, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Fait à l'Asle sur la Sorgue, le 12 novembre 2024,

L'Adjoint délégué à la Circulation, à la Sécurité et à la Voirie,

M. Ludovie GERMAIN

Le présent arrêté, à supposer que celui-ci fasse grief, peut faire toble. dans un fetat de deux mois de compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes ou d'un recours grafieux auprès de la Commune, étant présisé que/celle-ci dispose alors d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. Conformément aux termes de l'article R. 421-\(\lambda\) in Code de justice Administrative, les personnes résidant outre-mer et à l'étranger disposent d'un délai supplémentaire de distance de respectivement un et deux mois pour saisir le Tribunal